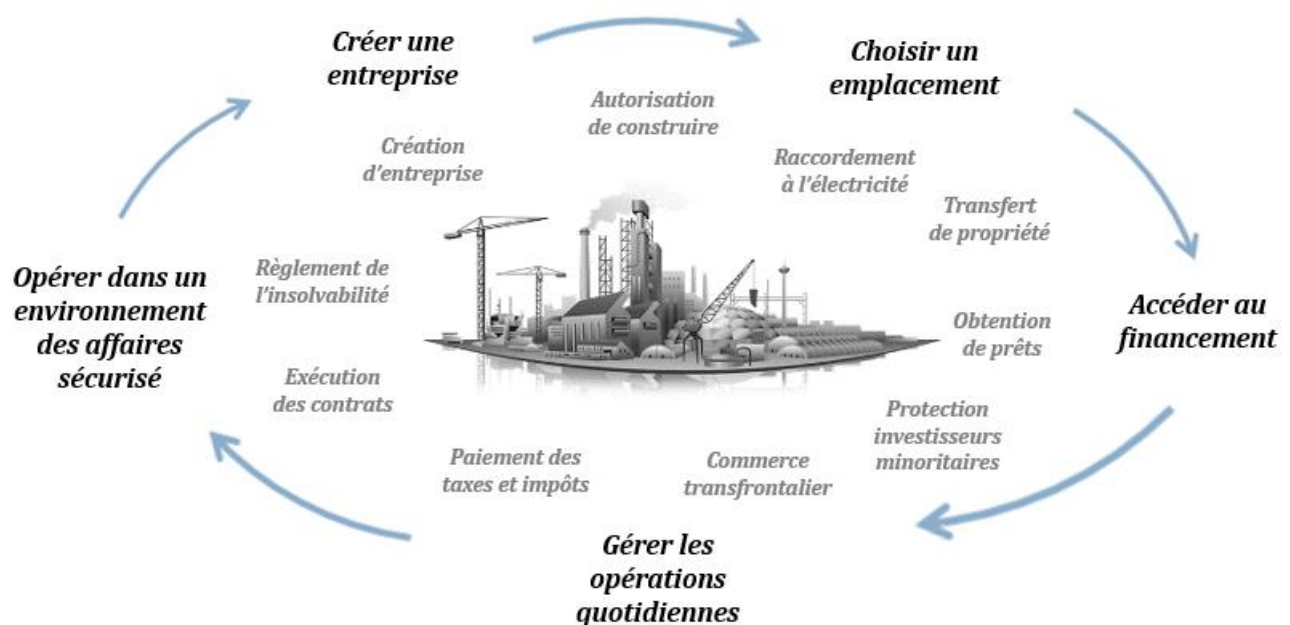


# Eclairages sur le rapport Doing Business du Groupe de la Banque Mondiale

## Qu'est-ce que le Doing Business ?

Le rapport *Doing Business* du Groupe de la Banque Mondiale analyse la réglementation qui s'applique aux petites et moyennes entreprises, opérant dans la plus grande ville d'affaires d'une économie, dans 190 économies à travers le monde. Il est élaboré annuellement depuis 2003 et couvre dix ensembles d'indicateurs, de la création d'entreprise à la gestion de l'insolvabilité :



Doing Business publie également des indicateurs sur la législation du travail et sur la réglementation des marchés publics qui ne sont pas pris en compte dans le calcul du score pour le classement sur la facilité de faire des affaires. Ces indicateurs sont susceptibles d'être intégrés dans le classement dans le futur.

## Pourquoi faut-il s'y intéresser ?

Le rapport *Doing Business* représente un baromètre du climat des affaires et un outil de benchmark au niveau international. En fournissant une base d'information comparable et sur plusieurs années, le rapport *Doing Business* ambitionne d'encourager la concurrence des pays au niveau international pour l'amélioration de leur environnement des affaires. Il offre également un réservoir de bonnes pratiques qui peuvent constituer une base pour les réformes visant à faciliter les affaires.

Au-delà de ces bénéfices, son importance réside également dans le fait qu'il est largement médiatisé et que ses résultats sont souvent cités comme référence par les journaux et

magazines spécialisés ainsi que lors des séminaires et rencontres internationales dans le monde des affaires. Sa notoriété est entre autres la raison pour laquelle ses données sont utilisées par la majorité des investisseurs et bailleurs de fonds internationaux pour l'arbitrage entre pays en termes de choix des destinations de leurs investissements et de l'éligibilité à recevoir des financements. Aujourd'hui, tout pays souhaitant attirer des investissements étrangers se doit donc de s'intéresser à ce rapport et d'améliorer son climat des affaires afin d'y garantir un classement concurrentiel.

De plus, ses indicateurs sont utilisés dans le calcul des indicateurs de plus de 25 autres rapports internationaux, parmi lesquels le rapport sur la compétitivité du Forum Economique Mondial ou celui sur la liberté économique de l'Heritage Fondation, des rapports qui sont également très reconnus dans le monde des affaires. Certaines agences de notations, comme Fitch rating, l'utilisent même dans leur analyse du risque pays. Dans ce sens, un effet domino peut être enclenché par tout mouvement sur le classement *Doing Business*, justifiant ainsi un suivi rapproché de ce rapport.

### **Comment est-ce que les données sont collectées ?**

Pour commencer, l'équipe Doing Business élabore un questionnaire avec des experts académiques. Le questionnaire utilise une étude de cas simple et normalisée avec des hypothèses sur la forme juridique de l'entreprise, sa taille, son emplacement et la nature de ses opérations. Ce choix a été fait pour assurer la comparabilité entre pays et dans le temps,

Les questionnaires sont adressés à plus de 13 000 experts locaux, y compris des avocats, des consultants, des comptables, des transitaires, des représentants de l'État et d'autres professionnels qui gèrent ou conseillent régulièrement des entreprises sur les exigences légales et réglementaires. L'équipe Doing Business entreprend ensuite plusieurs cycles d'entretiens avec ces experts, à travers des téléconférences, correspondance écrite et visites de pays par l'équipe, afin de vérifier les données collectées,

Pour le rapport Doing Business 2020, ces données couvrent la période allant du 1er Juin 2018 au 30 Avril 2019 (à l'exception de l'indicateur Paiement des Taxes et Impôts pour lequel les données se rapportent à la période Janvier-Décembre 2018). Ce calendrier implique que, pour être prises en compte dans le rapport, les réformes entreprises par les différentes économies doivent être pleinement implémentées et opérationnelles sur le terrain avant le 30 Avril de l'année en cours.

### **Comment est-ce que le classement des pays est obtenu ?**

Le classement de la facilité de faire des affaires se fonde sur la position relative des économies sur les scores de distance de la frontière des dix ensembles d'indicateurs Doing Business. Ces scores mesurent la distance de chaque économie par rapport à la meilleure performance observée ou possible sur chacun des indicateurs. Pour les indicateurs de raccordement à l'électricité, par exemple, la frontière est fixée à trois procédures, 18 jours et pas de facturation de frais pour obtenir un raccordement à l'électricité dans la plus grande ville d'affaires de l'économie. En parallèle, les indicateurs de raccordement à l'électricité mesurent également la fiabilité de l'approvisionnement en

électricité et la transparence des tarifs par un indice allant de 0 à 8 ; dans ce cas, 8 est le score de la frontière et une économie avec un score de 6 serait considérée comme étant parvenue à 75 % du chemin à parcourir jusqu'à la frontière et se verrait attribuer un score de distance de la frontière de cette valeur.

La distance totale du score frontière - qui servira à déterminer le classement global des économies - représente la moyenne simple des distances de la frontière sur chaque indicateur. 0 représente la plus mauvaise performance et 100 la meilleure. Le Maroc, par exemple, a un score total de 67,91 pour la distance de la frontière, ce qui signifie qu'il se situe à peu près aux deux tiers du pire vers la meilleure performance.

## **Sur quoi portent les indicateurs ?**

Les 10 ensembles d'indicateurs Doing Business couvrent les principales étapes du cycle de vie d'une entreprise. Une méthodologie précise encadre la collecte d'information pour chaque indicateur ainsi que l'étude de cas à laquelle elle se rapporte. Cette méthodologie est susceptible d'évoluer dans le temps et d'inclure de nouveaux paramètres.

Voici, en bref, ce que ces indicateurs mesurent :

**Création d'entreprise** – Les procédures, délais, coût et capital minimum requis pour créer une entreprise

**Obtention des permis de construire** – Les procédures, temps et coûts nécessaires à l'exécution de toutes les formalités pour la construction d'un entrepôt ainsi que les mécanismes de contrôle de la qualité et de la sécurité dans le processus de délivrance des permis de construction

**Raccordement à l'électricité** – Les procédures, délais et coûts de connexion au réseau électrique ainsi que la fiabilité de l'approvisionnement en électricité et la transparence des tarifs

**Transfert de propriété** – Les procédures, délais et coûts de transfert d'un bien et qualité du système d'administration des biens fonciers en termes de fiabilité, transparence et couverture géographique des systèmes de gestion des terres ainsi que la résolution des litiges fonciers.

**Obtention de prêts** – Les réglementations sur les sûretés mobilières et systèmes d'information sur le crédit

**Protection des investisseurs minoritaires** – Les droits des actionnaires minoritaires dans les transactions entre parties apparentées et dans la gouvernance d'entreprise

**Paiements des taxes et impôts** – Les paiements, délai et taux total d'imposition nécessaires pour se conformer à toutes les réglementations fiscales ainsi qu'aux processus de post-dépôt comme les audits fiscaux, les remboursements d'impôt et les recours en matière fiscale

**Commerce transfrontalier** – Le temps et coûts nécessaires pour exporter le produit sur lequel le pays a un avantage comparatif et pour importer des pièces automobiles

**Exécution des contrats** – Le temps et coûts nécessaires pour résoudre un litige commercial ainsi que la qualité des processus judiciaire et de l'infrastructure des tribunaux

**Règlement de l'insolvabilité** – Le temps, coût, résultat et taux de recouvrement pour résoudre une insolvabilité commerciale ainsi que la solidité du cadre juridique régissant l'insolvabilité

## **Quels sont les points forts de la méthodologie *Doing Business*?**

Permettre la comparabilité des données de différentes économies du monde est d'une importance centrale pour les indicateurs *Doing Business*. C'est pourquoi les indicateurs sont élaborés à partir d'études de cas types assorties d'hypothèses particulières. *Doing Business* est conscient des limites de cette méthodologie. Cependant, si de telles hypothèses limitent les possibilités de généralisation, elles contribuent néanmoins à assurer la comparabilité des données.

Par exemple, une de ces hypothèses est que l'entreprise type – objet d'étude de *Doing Business* – est implantée dans la plus grande métropole d'affaires de l'économie. Dans la réalité, la réglementation des affaires et son application peuvent ne pas être homogènes sur l'ensemble du pays. La collecte de données pour chacune des juridictions composant les 190 économies couvertes par *Doing Business* n'est toutefois pas réalisable. Le travail de collecte de données entrepris par *Doing Business* se veut être raisonnable, dans le sens où il présente un bon rapport coût-efficacité.

Par ailleurs, le recours à des experts garantit que les données reflètent les connaissances de ceux qui sont les mieux familiarisés avec les types d'opérations évaluées et non les termes des lois prévus par les législateurs mais qui peuvent ne pas être effectivement appliqués sur le terrain.

Finalement, les indicateurs *Doing Business* sont spécifiques, mesurables et définis dans le temps et l'espace ce qui offre des opportunités de réforme précises aux législateurs. *Doing Business* leur offre en plus un référentiel de données exploitables sur les bonnes pratiques à l'échelle mondiale et sur les réformes appliquées avec succès par les différentes économies.

## **Quelles seront les nouveautés dans le prochain rapport *Doing Business* 2021 ?**

Le rapport *Doing Business* 2021 va inclure un nouvel indicateur de « Passation des Marchés Publics » qui sera intégré dans le calcul du classement des économies dans ce rapport. Cet indicateur mesure les procédures et le temps nécessaire pour remporter un marché public, conformément à une étude de cas standardisée focalisée sur le secteur des infrastructures. Il évalue également la conformité de la réglementation avec les bonnes pratiques internationales.

En outre, dans le cadre d'un cycle de cinq ans établi dans *Doing Business* 2015, *Doing Business* 2021 mettra à jour plusieurs métriques utilisés dans le calcul des scores de

ses indicateurs afin de mieux refléter les meilleures pratiques réglementaires adoptées par les économies les plus performantes au cours des cinq dernières années. Ces pratiques définiront la nouvelle norme à suivre pour les autres économies. Doing Business envisage également d'élargir la couverture de l'étude afin d'inclure la deuxième plus grande ville d'affaires pour les économies de plus de 100 millions d'habitants et les troisième et quatrième plus grandes villes d'affaires pour les économies peuplées de plus de 300 millions habitants.